

- Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Seine-Saint-Denis (AEFTI 93)

- Administration de l'organisation
- Dossiers par bailleurs
- « Pédagogie »

Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles de Seine-Saint-Denis (AEFTI 93)

Date :

1977-2006

Description physique :**Nombre d'éléments :** 175**Genre/Carac. phys. :** Document d'archives**Nature du contenu :** Recherche détaillée ; Archives associatives ou de collectifs**Langue :****Langue du texte :** français**Biographie ou histoire :****Présentation du producteur**

L'AEFTI, dont naîtra l'AEFTI 93, est fondée en 1971, dans le contexte de la loi de juillet 1971 sur la formation continue.

Les buts de l'AEFTI sont à la fois la lutte contre l'illettrisme et l'analphabétisme, notamment par la formation, et la promotion du droit à la formation et la qualification de la population immigrée et des publics en difficulté d'insertion.

Parmi les bénévoles participant à la création de l'association se trouvent des militants communistes, chrétiens progressistes et syndicalistes de la CGT. Le syndicat avait en effet mis en place au début des années 1960 des cours du soir d'alphabétisation pour les travailleurs algériens.

Ensemble, ils veulent poser la question du droit des travailleurs immigrés à se former, la formation étant le moyen d'obtenir par la suite un travail qualifié. « Le but est de réaliser une alphabétisation qui élève les connaissances, le niveau culturel des immigrés, leur facilite l'apprentissage d'un métier plus complexe, mieux rémunéré, qui leur donne la capacité de participer à toutes les activités sociales, syndicales, économiques et politiques ».

Statuts de 1971.

Afin de mettre en place des formations efficaces et de qualité, les membres de l'AEFTI entament une réflexion sur la méthodologie et les outils pédagogiques, avec très peu de moyens, la première subvention n'étant reçue qu'en 1973. « L'AEFTI considère l'alphabétisation comme un enjeu de lutte contre les inégalités sociales et culturelles, une forme de lutte contre le racisme et le moyen d'une prise de conscience d'une identité sociale et politique de la société d'accueil ».

« AEFTI, un itinéraire de 30 ans, 1971-2001 », hors-série de Savoirs et formation, revue de la fédération AEFTI, septembre 2002.

Les premiers cours du soir débutent en 1971 dans le 18e arrondissement de Paris, puis s'étendent à Saint-Denis et Pierrefitte. Ces cours, dispensés par des bénévoles, s'adressent aux immigrés adultes déjà alphabétisés dans leur langue d'origine. Les activités démarrent réellement en 1972, suite à une rencontre entre animateurs, linguistes, psychologues, responsables de l'AEFTI et responsables des cours pour les travailleurs immigrés organisés par la CGT. A l'issue de cette rencontre se constitue un groupe de travail, le « collectif des 45 », dont le but est d'élaborer une nouvelle méthode d'apprentissage et d'établir un programme de formation des moniteurs pour 1972-1973.

L'association étend progressivement ses activités en banlieue parisienne et en province et, rapidement, elle développe ses propres outils et peut engager des salariés en 1976.

Il n'existe alors qu'une seule structure juridique, l'AEFTI, qui anime notamment en son sein un comité régional Île-de-France (avec bureau et assemblée générale) et un comité national.

La « départementalisation de l'AEFTI » en 1983 entraîne l'apparition, avec d'autres, de l'AEFTI 93 au côté d'une AEFTI Fédération. La professionnalisation de ses membres s'accélère. Les

« moniteurs » deviennent des « formateurs » en changeant le niveau de qualification. La structure militante des débuts doit alors faire face à une gestion rendue plus délicate avec l'augmentation du nombre d'heure de cours et de formateurs salariés.

Au cours des années 1990-2000, le secteur de la formation a connu et connaît encore une crise de réorganisation du champ engendrée notamment par le passage à la « marchandisation » de leur financement (passage à la modalité de la réponse à appel d'offre remplaçant la subvention). Ce phénomène, au dire des acteurs, a entraîné le renouvellement des équipes et un changement des méthodes mêmes de formation. L'AEFTI 93 parvint à surmonter cette épreuve, mettant une nouvelle fois en lumière les tensions autour de « la question de la formation […] envisagée par les uns comme une action militante et par les autres comme une action « rentable ».

« AEFTI, un itinéraire de 30 ans, 1971-2001 », hors-série de Savoirs et formation, revue de la fédération AEFTI, septembre 2002.

En 2007, l'AEFTI 93 emploie près de 65 employés pour un chiffre d'affaire d'environ 3 millions d'euros. Elle semble avoir bien surmonté cette crise tout en continuant à allier la professionnalisation et l'esprit militant fondateur.

Histoire de la conservation :**Historique de la conservation**

Dans le cadre du programme européen Equal « lutter contre les discriminations et les inégalités face à l'emploi », Génériques a développé le projet ODYSEE(S) destiné à « former des médiateurs de la mémoire pour lutter contre les discriminations ». Fondée sur un partenariat national réunissant l'AEFTI, la FACEEF (Fédération des associations et comités d'Espagnols émigrés en France), le CRPVE (Centre ressources politique de la ville en Essonne) et la BDIC (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine), l'action de Génériques vise à contribuer à la formalisation d'une méthodologie dont l'élaboration passe, notamment, par la mise en place de journées de formation auprès d'associations sur la valorisation et l'exploitation des archives privées de l'immigration. GÉNÉRIQUES a donc accompagné l'AEFTI 93 dans le traitement de ses archives en essayant de transmettre des outils méthodologiques. Un premier état sommaire des fonds historiques, difficilement accessibles, avait été dressé en 2005-2006 dans les anciens locaux de l'avenue Karl-Marx, à Bobigny, par Azza NACCACHE (AEFTI 93) et Virginie BEAUJOUAN (Génériques). La présente introduction a été également en partie tirée de ce premier travail.

Lors de l'emménagement de l'association dans ses nouveaux locaux rue Hector-Berlioz, toujours à Bobigny, le directeur Alayah ZAGHLOULA a pris grand soin de réorganiser les archives de son association, regroupant physiquement les cartons semblant faire partie d'un même ensemble logique. Quelques éliminations raisonnées ont alors été opérées avec l'approbation du commissaire aux comptes pour les pièces comptables.

Nous avons renoué contact au cours de l'année 2007 pour essayer de mettre à jour l'instrument de recherche. Une nouvelle méthodologie a alors été adoptée, aboutissant à la description des articles (descriptions reproduites intégralement ci-dessous) établie par Ismet GUIZA (AEFTI 93) avec les conseils de Tatiana SAGATNI et Quentin DUPUIS (Génériques) : il s'agit d'un récolement des inscriptions portées sur les tranches des boîtes, en respectant le classement physique d'Alayah ZAGHLOULA. Nous avons ensuite rédigé une introduction et classé sommairement l'ensemble des descriptions en maintenant la cohérence des grands ensembles, à quelques exceptions près identifiables par un début de descriptions différant de l'ensemble de la partie où elles se trouvent. Ce répertoire méthodique est donc le résultat d'un travail à six mains sur trois années. Ce travail porte uniquement sur les « archives historiques » se trouvant dans la pièce dédiée à ce type de document. Le volume des « archives courantes et intermédiaires » se trouvant aujourd'hui dans les bureaux est estimé à environ 50 ml : à terme elles deviendront pour une petite partie des « archives historiques ». Il existe également une base de données informatiques de suivi des apprenants.

Présentation du contenu :**Présentation du contenu**

Le travail présenté ici ne couvre que les « archives historiques » de l'AEFTI 93 se trouvant dans la pièce dédiée.

Comme l'AEFTI 93, bien avant d'emménager dans les locaux actuels, avait repris des locaux de la fédération (installée originellement à Montreuil), une partie des archives de la fédération se trouve aujourd'hui encore dans les locaux de l'AEFTI 93.

Tous producteurs confondus, on trouvera dans les documents ici présentés des archives de gestion administrative, aussi bien du personnel que de la comptabilité, ainsi que quelques archives de direction et de la documentation pédagogique. On trouvera surtout, du point de vue du volume, de nombreux dossiers de suivi de marché de formation.

Peu de documents sur le fonctionnement associatif ont été identifiés ici. Les plus récents se trouvent dans le bureau du directeur.

Outre fournir une source pour écrire l'histoire de la structure militante et de la mise en oeuvre des principes directeurs affichés et au-delà de l'intérêt pour l'histoire de la formation, c'est par la composition des « apprenants » formant le public des AEFTI qui constitue l'originalité de ce fonds pour l'histoire de l'immigration.

« En 2004, la population de Seine-Saint-Denis représente 1 417 000 personnes. Les étrangers représentent environ le cinquième de la population.

Ces familles vivent dans une grande précarité : les petits salaires englobent 61 % de la population active. Avec un taux de 25 % (contre 32 % en 1990), la Seine-Saint-Denis reste le département le plus ouvrier d'Île-de-France. Les employés (36 % contre 34 % en 1990) sont nombreux dans le 93. Le taux de chômage est passé de 9,2% en 1990 à 13,6% en 1999.

Les familles nombreuses de cinq personnes et plus représentent 11 % des ménages, soit un des taux les plus importants en Île-de-France. C'est une situation liée à l'histoire du département où l'immigration a depuis longtemps été importante : c'est que ce département a connu un important développement industriel et a depuis toujours privilégié la construction de logements sociaux. Avec les années de croissance (« les trente glorieuses »), de nombreux travailleurs immigrés – Portugais, Italiens, Espagnols, Maghrébins – se sont installés dans cette région. Le taux d'étrangers est resté stable depuis 1990, ce qui signifie qu'il y a compensation de la « francisation » (enfants nés en France ou changement de nationalité) par un flux constant de nouveaux immigrants, qui, dans la situation difficile actuelle, vivent beaucoup plus encore qu'auparavant dans la précarité.

Dans des conditions où il est établi que la lutte pour l'emploi passe par l'acquisition de savoir-faire, ces immigrants, anciens et nouveaux, sont de plus confrontés aux problèmes provenant de leur faible, ou même inexistante, connaissance de la langue française, ainsi que des lois et règlements, voire des principes de la vie en République. Cela montre bien que la formation linguistique en français est, à tous points de vue, une question vitale pour le département » (Azza NACCACHE).

Conditions d'accès :

Modalités d'accès

Sur RV en contactant l'AEFTI 93 au 01.41.60.89.81.

Sources complémentaires :

Les sources de l'histoire de l'immigration sont recensées par Génériques et accessibles depuis Odysseo.

Sur les thèmes croisés de la formation et de l'immigration, vous trouverez une présentation des fonds d'archives privées suivants :

- AEFTI Fédération : <http://odysseo.generiques.org/resource/a011407164253h9pjs1> ;

- AEFTI 75 (Paris) : <http://odysseo.generiques.org/resource/a01142317364873wrz1> ;

- AMANA : <http://odysseo.generiques.org/resource/a0114228899839qm682> ;

- CIMADE : <http://odysseo.generiques.org/resource/a0114071614593cq2fz> ;

- CLP : Comité de liaison pour la promotion des Migrants et des publics en difficulté d'insertion : <http://odysseo.generiques.org/resource/a011407164129itvqm1> ;

- CLAP-IdF (Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion, délégation Ile-de-France) : <http://odysseo.generiques.org/resource/a011407164083w402fp>.

Aux archives municipales de Pontoise se trouve le fonds d'AFIFA (Association française des immigrés pour la formation et l'animation)

Vous pouvez également contacter les autres AEFTI, dont les coordonnées se trouvent à <http://aefiti.eu/la-federation/les-aefiti-membres-du-reseau/>

Aux archives départementales de Seine-Saint-Denis se trouve un dossier de l'inspection du travail portant sur l'AEFTI 93 :

1865 W 4, Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, Inspection du travail, 5ème section. - Licenciements de salariés protégés par l'AEFTI (1988).

Concernant les archives de la formation, nous vous conseillons de consulter les sites, guides et bibliographies réalisés par le Pôle de conservation des archives des associations de jeunesse et d'éducation populaire (PAJEP, <http://archives.valdemarne.fr/content/pajep-0>) et le Groupe d'études - histoire de la formation des adultes (GEFHA, <http://gefha.com>).

Bibliographie :

Bibliographie

L'AEFTI 93 publie une gazette sur la vie interne de l'association ;

L'AEFTI Fédération publie la revue *Savoirs et Formation*, ainsi que des *Bulletins inter-AEFTI* ;

Voir spécialement le hors-série de Savoirs et Formation « AEFTI, un itinéraire de 30 ans, 1971-2001 », septembre 2002.

Le GEHFA tient à jour une bibliographie sur l'histoire de la formation des adultes : voir <http://www.gefha.com/fr/bibliographie>

Autres données descriptives :

Exploitation du document

Table des sigles & abréviations

ACSE : Agence nationale de cohésion sociale et de l'égalité des chances.

ANAEM : Agence nationale pour l'accueil des étrangers et des migrations.

ANCSEC : Agence nationale de cohésion sociale et de l'égalité des chances.

AEFTI : Association pour l'Enseignement et la Formation des Travailleurs Immigrés et leurs Familles.

AG : Assemblée générale.

AGEFIPH : Association de Gestion du Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées.

ALPHA : Alphabétisation (type de formation).

ASPROFORC ? (organisme de formation).

CAI : Contrat d'accueil et d'intégration (dispositif de l'ANAEM).

CG : Conseil général.

CIF : Congé individuel de formation.

CV : Curriculum Vitae.

CFPO?

CLP : Comité de Liaison pour la Promotion des Migrants et des publics en difficulté d'insertion (organisme de formation de formateurs).

DPP : Dispositif permanent de perfectionnement (sous-entendu « linguistique).

DPPL : Dispositif permanent de perfectionnement linguistique (arrêté en 2002).

DPPLL : Dispositif permanent de perfectionnement linguistique (DPPL dispensé ou spécifique à La Courneuve).

FAE : Formation en alternance en entreprise.

FAS : Fonds d'action sociale.

FASILD : Fonds d'aide et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations.

FC : Formation civique (dispositif de l'ANAEM).

Fédé : Fédération.

FIDE : Formation Insertion pour le Développement et l'Emploi (organisme de formation).

FLE : Français langue étrangère (type de formation).

FONGECIF : Fonds de gestion du congé individuel de formation.

GARP : Groupement des Assedic de la Région Parisienne.

GEFORME? : (organisme de formation en direction des étrangers, administré par le GRETA).

GIDEF? : (organisme de formation de formateurs ou de conseillers bilan).

GRETA : Groupements d'Établissements de l'Éducation nationale (service public de formation).

HCAI : Hors Contrat d'accueil et d'intégration.

IRILL : Insertion, Réinsertion, lutte contre l'illettrisme (programme du ministère de l'Emploi et de la Solidarité).

ITEC?

MOB-JEUNES : Mobilisation jeunes (plate-forme d'aides financées par le conseil régional d'Ile-de-France).

OD : Opérations diverses (comptabilité).

PP : Voir DPPL.

RMI : Revenu minimum d'insertion (dispositif géré par le conseil général).

SECAPHI alpha? (cabinet d'expertise comptable).

SFL : Savoir formation linguistique (type de formation).

TH : Travailleurs handicapés (dispositif du FASILD).

UROF : Union régionale des organismes de formation.

VEF : Vivre en France (dispositif de l'ANAEM).

Organisme : AEFTI 93, 10, rue Hector BERLIOZ 93000 BOBIGNY.

Mots-clés

Typologie Recherche détaillée Archives associatives ou de collectif

Géolocalisation Montreuil (Seine-Saint-Denis, France)

Personne (physique ou morale) Association pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et leurs familles (AEFTI) (Montreuil, Seine-Saint-Denis, France)